Les villes et la mixité sociale

Selon une étude de l'Insee, les pôles urbains du Grand Est concentrent davantage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté que dans le reste de la France.

Dans le Grand est, encore plus qu'ailleurs, les grands pôles urbains regroupent davantage de populations vivant sous le seuil de pauvreté que le reste du territoire. La pauvreté touche généralement plus les villes-centre que les banlieues. Seule l'agglomération de Thionville échappe à ce schéma parmi les sept pôles régionaux d'Alsace-Lorraine-Champagne Ardenne de plus de 100.000 habitants : Strasbourg, Mulhouse, Nancy, Metz, Thionville, Reims et Troyes.

Dans un document intitulé «Plus de mixité sociale dans les communes de banlieue des grandes villes que dans leur centre », l'Insee constate que «les populations à bas revenus sont spatialement plus regroupées que celles à hauts revenus, en lien avec la géographie du logement social». Autrement dit, dans les grands ensembles .

Les situations diffèrent sensiblement d'une ville à l'autre. C'est ainsi que 16% des habitants des agglos de Nancy et Metz vivent sous le seuil de pauvreté (10.500€ par an), mais 19% à Troyes. Cependant, dans les centres villes ce pourcentage s'élève à 16% à Thionville, 18% à Reims, 19% à Nancy, 21% à Metz, 22% à Strasbourg, 25% à Troyes et 30% à Mulhouse.

Dans les communes des sept agglomérations, la taux de pauvreté varie de 6% à Reims, 9% à Mulhouse, 12% à Strasbourg, 14% à Metz, 15% à Nancy et à Troyes, 18% à Thionville.

Cette dernière se démarque avec quasiment autant d'habitants pauvres au centre-ville et en banlieue. Dans une moindre mesure, Nancy présente la même caractéristique. En revanche, à Reims et à Mulhouse, la population pauvre est trois fois plus importante dans les centre-villes qu'en banlieues, forcément plus aisées. Tout simplement, parce que ces personnes sont refusées par certaines sociétés HLM faute d'une solvabilité suffisante.

Grandes disparités de revenus à Strasbourg et Mulhouse

Trois villes concentrent plus de personnes aisées qu'au niveau national : Thionville, grâce aux frontaliers, Nancy et Strasbourg. Dans les deux premières habitent autant d'habitants à très hauts revenus que d'habitants dont les ressources annuelles sont inférieures à 10.500€, signes de logements hauts de gamme d'une part mais aussi «d'un parc vieillissant souvent occupé par des personnes âgées ou de HLM», explique un spécialiste du logement social.

«Au vu de la dispersion des niveaux de vie, les grands pôles urbains nationaux apparaissent comme le lieu de contrastes sociaux marqués», écrivent Corinne Challand et Audrey Isel de l'Insee. Dans le Grand Est, les plus grandes disparités de revenus s'observent dans les agglos de Strasbourg et de Mulhouse. A contrario, les populations aux revenus extrêmes - les plus pauvres et les plus riches - coexistent dans les centres villes de Nancy, où de petits ensembles de logements sociaux sont répartis dans toute la ville, et à Thionville. De même dans leurs périphéries.

C'est à Mulhouse que les plus riches comme les plus pauvres sont les plus concentrés. A l'échelle nationale, la ville du sud de l'Alsace est le troisième grand pôle urbain en termes de séparation résidentielle. Les riches vivent entre eux et les pauvres aussi. La palme de la meilleure mixité sociale revient à Thionville, dont «l'agglomération apparaît relativement homogène avec de très nombreux quartiers mixtes ».

P.P.

■ La palme de la meilleure mixité sociale revient à Thionville (57). Photo P. HECKLER

« Maintenir les familles au centre »

Valérie Debord, vous êtes vice-présidente de la Métropole du Grand Nancy, déléguée à la cohésion sociale et à l'habitat. Comment Nancy préserve-t-elle la mixité sociale ?

Avec des politiques publiques de qualité, de la volonté et un peu d'argent. Toutes les politiques de requalifications de l'habitat entamées avec l'État depuis le début des années 2000 ont porté leurs fruits. Comme le prouve l'enquête de l'Insee, nous préservons la mixité sociale, ce qui est moins le cas à Strasbourg. Nous avons enrayé l'exode des familles, et parallèlement nous avons réussi à rénover l'habitat. Le taux de personnes âgées est de 17 %, équivalent à celui du territoire national.

Comment prolonger cette politique et maintenir cette mixité dans les centres-villes ?

Nous disposons d'un outil favorisant l'accession à la propriété pour les primo-accédants. Nous aidons aussi les bailleurs à améliorer l'habitat. Encore huit cents logements ont été repérés comme insalubres. C'est un petit nombre par rapport à d'autres villes, mais nous souhaitons qu'ils soient réhabilités. Notre objectif c'est de maintenir les familles, quelles qu'elles soient, sur les centres-villes. Pour ce faire, nous continuons les opérations d'amélioration de l'habitat, à travers les différents dispositifs. Par exemple, même si ce n'est pas au centre-ville, nous allons proposer des maisons à moins de 150.000€ pour des familles avec deux enfants sur le plateau de Haye.

Enfin, depuis 2005, nous imposons un seuil de 30 % de logements sociaux pour toute construction nouvelle, au-delà du seuil légal et quel que soit le quartier.

En quoi Nancy se distingue-t-elle des six autres villes de l'enquête ?

Justement par la mixité sociale dans les différents quartiers je pense. Thionville a peut-être une meilleure répartition de sa population, mais la ville est plus riche et son taux de chômage est moins élevé que le nôtre. Notre structure d'habitat est proche de celle de Metz. Avec nos politiques, nous essayons de gagner des habitants, mais nul ne doit en être exclu. Une ville c'est un ensemble.

Propos recueillis par P.P.

■ Valérie Debord, déléguée à la cohésion sociale et à l'habitat. Photo d'archives ER